



DOSSIER

Sous le signe de la stabilité et de la sécurité : quelle stratégie pour l'Allemagne fédérale en Europe dans les années 1980 ?

Un dossier dirigé par Hélène Miard-Delacroix*,
publié avec le concours du LabEx
Écrire une histoire nouvelle de l'Europe (EHNE)

INTRODUCTION

Les textes rassemblés dans ce dossier sont issus d'un colloque qui s'est tenu les 10 et 11 décembre 2015 à la Maison Heinrich Heine, co-organisé par l'Université Paris Sorbonne (Paris 4) et l'Institut historique allemand de Paris, avec le soutien de UMR SIRICE et de l'axe 2 du Laboratoire d'Excellence *Écrire une histoire nouvelle de l'Europe* (LabEx EHNE).

Outre l'intérêt immédiat que présente la problématique pour les étudiants préparant la question de civilisation de l'agrégation d'allemand 2016 et 2017 qui porte sur la politique étrangère de la République fédérale de 1974 à 1990, ce dossier a d'abord une justification scientifique. Les années 1980 sont en effet devenues l'objet de travaux fondés sur l'exploitation des archives publiques allemandes dont l'ouverture et l'accès sont soumis à la règle du délai de communicabilité de trente ans. Ainsi peut-on commencer à combler une lacune des travaux universitaires entre d'un côté les années 1970 qui sont déjà bien traitées et de l'autre la révolution pacifique et l'unification allemande de 1990 qui ont fait l'objet de publications immédiatement après l'événement et depuis. On dispose

déjà de plusieurs éditions critiques de documents et de plusieurs publications portant sur la fin de la RDA et sur l'unité allemande : ainsi le volume de documents issus de la chancellerie en 1989/90¹, plus récemment les documents du processus dit 2+4² mais aussi des ouvrages comme celui d'Andreas Rödder devenu un standard³. L'édition des actes diplomatiques du *Auswärtiges Amt* a atteint le milieu des années 1980⁴. Par bonheur toutefois, les années 1980 avaient commencé à être étudiées en histoire immédiate avec les travaux de politistes spécialistes des relations internationales comme Helga Haftendorn⁵, et des documents portant sur

* Professeur d'histoire et de civilisation de l'Allemagne contemporaine à l'Université Paris-Sorbonne (Paris 4). Parmi ses derniers ouvrages : *Le défi européen. Histoire Franco-allemande de 1963 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, 2011 ; *50 ans de relations franco-allemandes* (avec Reiner Marcowitz, éd.), Paris, 2012 ; *Willy Brandt*, Paris, 2013.

1. *Deutsche Einheit. Sonderedition aus den Dokumenten des Bundeskanzleramtes 1989/90. Dokumente zur Deutschlandpolitik*, bearb. Hanns Jürgen Küsters et Daniel Hofmann, Munich, Oldenbourg, 1998.
2. Horst Möller / Ilse Dorothee Pautsch / Gregor Schöllgen / Hermann Wentker / Andreas Wirsching (Éds), *Die Einheit. Das Auswärtige Amt, das DDR-Außenministerium und der Zwei-plus-Vier-Prozess*, bearb. Heike Amos und Tim Geiger, Göttingen, V&R, 2015.
3. Andreas Rödder, *Deutschland einig Vaterland. Die Geschichte der Wiedervereinigung*, Munich, C. H. Beck, 2009.
4. Les deux volumes *Akten zur Auswärtigen Politik der Bundesrepublik Deutschland 1985*, Munich, de Gruyter, 2016 sortent en février 2016 et les fonds correspondants sont maintenant accessibles.
5. Helga Haftendorn, *Deutsche Außenpolitik zwischen Selbstbeschränkung und Selbstbehauptung 1945-2000*, Stuttgart, DVA, 2001.

les relations interallemandes avaient été publiés assez tôt⁶.

L'actualité justifie enfin que nous nous intéressions à la politique étrangère ouest-allemande des années 1980. Ses objectifs et ses moyens, dans le contexte de la dernière décennie de la guerre froide, en font un sujet toujours très actuel tant se pose aujourd'hui la question de la pérennité et de la mutation de la politique étrangère de Berlin. On sait bien que les questions que nous posons au passé sont toujours modelées par le présent, elles proviennent des perceptions et des craintes issues de notre temps. Cela explique pourquoi chaque génération peut interroger le passé avec ses propres questions spécifiques, et donc pourquoi de nouveaux historiens peuvent travailler une matière déjà abordée par leurs prédécesseurs. Ce passé nous aide-t-il à comprendre le présent ? Comment notre connaissance du présent modifie-t-elle notre regard sur le passé proche ? Ce sont des questions que soulèvent aussi les contributions de ce dossier.

Les années 1980

Les années 1980 constituent une période spécifique avec une cohérence interne. Elles sont bornées par des événements qui font césure et elles forment une phase particulière de la politique étrangère de Bonn. Malgré la césure apparente de l'élection du chancelier Helmut Kohl à l'issue du vote de défiance constructif contre Helmut Schmidt le 1^{er} octobre 1982, c'est plutôt avec la dégradation des relations Est-Ouest suite à l'invasion soviétique de l'Afghanistan fin décembre 1979 et avec la double décision de l'OTAN au milieu du même mois que débute la décennie. Elle se termine par la césure majeure que constitue le rétablissement de l'unité allemande le 3 octobre 1990, mettant fin au statut issu de Potsdam et accordant la souveraineté entière à la République fédérale dans un bouleversement de l'environnement général de la politique étrangère allemande. Ces années

forment une période à part en raison de la densité des événements, de l'ampleur des processus de transformation entre crise et détente mais aussi par la cohérence thématique synthétisée dans le concept de *sécurité*, au sens militaire premier, et dans le couple de notions plus larges *stabilité* et *sécurité*.

Sous le signe de la stabilité et de la sécurité

On objectera avec raison que la stabilité et la sécurité ont été deux objectifs majeurs de la politique étrangère de la République fédérale bien avant les années 1980 et qu'elles l'ont marquée depuis ses débuts. Dès la période Adenauer, c'est sa sécurité que Bonn avait cherché à assurer par l'intégration à l'Ouest, sa stabilité et sa pérennité ne pouvaient être garanties que par un partenariat étroit avec l'Occident. En outre, stabilité et sécurité sont deux catégories centrales pour tous les États du monde. La sécurité est un besoin primaire des hommes et des sociétés : quelle organisation humaine ne recherche pas, d'une façon ou d'une autre, sa stabilité et sa sécurité ? Chez les partenaires et les interlocuteurs de l'Allemagne fédérale des années 1980, les dirigeants cherchèrent eux aussi à assurer la sécurité de leur population ; la politique étrangère est un des moyens mobilisés pour satisfaire cette attente légitime des peuples.

Et pourtant, la République fédérale a été plus que d'autres marquée par la recherche de la stabilité et de la sécurité, parce qu'elle a été plus que d'autres exposée à différentes menaces. Les données auxquelles elle était alors confrontée sont connues : guerre froide, appartenance à l'OTAN, pérennité des droits et responsabilités des puissances de Potsdam sur Berlin et l'Allemagne dans son ensemble, position géostratégique au cœur du continent européen et au point de contact entre les deux blocs. Mais il y avait aussi la question allemande qui était un produit des équilibres mondiaux et contraignait la politique étrangère ouest-allemande à réagir et s'adapter à la stratégie potentiellement mouvante des autres acteurs, c'est-à-dire en premier lieu

6. Heinrich Potthoff (éd.), *Die Koalition der Vernunft. Deutschlandpolitik in den 80er Jahren*, Munich, dtv dokumente, 1995.

des États-Unis et de l'Union soviétique. La République fédérale a été plus que d'autres dépendante de l'action des autres, qu'ils soient ses partenaires ou des interlocuteurs ancrés dans l'autre camp. À cette contrainte de l'adaptation s'ajoutèrent la limitation et l'autolimitation imposées à la politique étrangère de Bonn. Sans oublier deux autres traits particuliers rendant complexe l'appréhension des problèmes de sécurité : d'une part le fait que l'Allemagne fédérale ait été avant tout une puissance civile, d'autre part son choix de la modestie et de la retenue, contraintes de l'Histoire. Pour autant, elle a comme tous les autres pays poursuivi des intérêts propres, nationaux et notamment économiques. Au regard des contraintes extérieures qui lui étaient imposées, a-t-elle dû plus que d'autres encore poursuivre ses propres intérêts qui, dans leur dimension économique et commerciale, avaient une réelle priorité intérieure ? Il en résulta une double règle pour Bonn : garder le contact avec tous et éviter de devenir ou de rester l'objet de la stratégie des autres.

C'est ainsi que les possibilités d'une politique étrangère s'organisèrent nécessairement dans l'interaction de différents cercles : « L'alliance atlantique, la communauté européenne et les relations avec l'Union soviétique constituèrent les trois domaines politiques décisifs. Pour parler de façon imagée, ils représentèrent trois cercles existant certes indépendamment les uns des autres mais étroitement liés et se recoupant largement. C'est leur interaction qui délimita l'espace où put se développer une politique étrangère fédérale. La politique envers la RDA, bien qu'elle fût considérée par beaucoup comme une tâche incombant d'abord aux dirigeants de Bonn, a été elle aussi une variable dépendant de l'interaction de ces cercles »⁷. Ce sont ces interactions, ces interdépendances et ces recouvrements qui rendent le sujet passionnant.

La sécurité par la stabilité - et inversement

Un objectif majeur de la politique étrangère ouest-allemande fut le maintien des équilibres existants, et de l'équilibre des forces Est-Ouest en particulier, ou leur rétablissement quand ils étaient ou risquaient d'être entamés. Ce qui demanda une vigilance et des efforts constants. Si l'on ose une comparaison avec le corps humain, on sait que l'immobilité et la stabilité ne sont obtenues que par la mobilisation permanente et invisible de muscles agissant en sens opposé. Le maintien des équilibres comme facteur de stabilité, et donc de sécurité.

Le lien entre sécurité et stabilité s'impose aussi pour assurer la pérennité du bien-être, de la réussite économique, le maintien des acquis, de ce qui a été patiemment construit par l'Allemagne fédérale depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. « L'histoire de la République fédérale est marquée par la recherche de la sécurité » écrivait Eckart Conze dans son livre éponyme en 2009⁸. Ce fut le cas après-guerre avec le souhait de retrouver un sol ferme sous les pieds ; la sécurité fut la condition de la reconstruction et elle fut ensuite celle d'une affirmation tranquille de soi au cours des décennies. Au début des années 1970 débuta l'érosion des bases de la sécurité matérielle et avec elle, des certitudes. Ce fut la fin, en détournant le mot de Stefan Zweig qui parlait, lui, du monde d'avant 1914, d'un « âge d'or de la sécurité »⁹. Les années 1980 ont-elles donc réellement vu l'ébranlement de la sécurité pour l'avenir ? Quels furent le champ d'expérience et l'horizon d'attente des acteurs ? Ils avaient en tout cas des représentations et des perceptions de la sécurité. Et ce n'est pas seulement valable pour les acteurs étatiques (dirigeants, diplomates) mais aussi pour la société civile qui fut - inhabituellement - engagée dans des luttes relevant en grande partie de la politique étrangère. Voici

8. Eckart Conze, *Die Suche nach Sicherheit. Eine Geschichte der Bundesrepublik Deutschland von 1949 bis in die Gegenwart*, Munich, Siedler, 2009.

9. Stefan Zweig, *Die Welt von gestern, (Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen)*, 1942, chapitre 3.

7. Andreas Wirsching, *Abschied vom Provisorium. Geschichte der Bundesrepublik Deutschland 1982-1990*, Munich, DVA, 2006, p. 499.

certainement une autre caractéristique de la République fédérale dans les années 1980 : le potentiel de mobilisation que constitua la politique étrangère et de sécurité, même si un examen attentif du mouvement pacifiste ouest-allemand fait apparaître aussi d'autres motifs de mobilisation.

La stratégie

Le terme stratégie appelle quelques remarques pour finir. Il qualifie généralement les méthodes visant à maximiser les moyens à disposition, c'est-à-dire permettant d'atteindre des objectifs propres malgré l'action d'autres participants. L'image du jeu d'échecs s'applique assez bien aux relations internationales. Le terme vient en outre de la terminologie militaire. Dans les années 1980, l'Allemagne fédérale avait-elle réellement une stratégie ? ou bien ne faut-il pas parler plus simplement d'une politique, selon un projet, des principes et des engagements ?

Ce dossier rassemble les spécialistes reconnus de la période et de la problématique. Leurs contributions abordent les différents cercles envisagés et cherchent à éclairer sous différents angles cette question centrale pour la République fédérale pendant les années 1980, entre la double décision de l'OTAN et la réunification : comment assurer la stabilité et la sécurité du pays et de ses acquis ?

L'entrée en matière par Andreas Rödder montre que, bien que globalement uniforme, l'orientation de la politique étrangère ouest-allemande a connu des variations, avec trois options dominantes liées aux trois acteurs principaux : la politique d'équilibre d'Helmut Schmidt, l'approche multilatérale d'Hans-Dietrich Genscher et la primauté de l'ancrage à l'Ouest d'Helmut Kohl. Le texte d'Helga Haftendorn développe et explique les difficultés qu'ont connues les relations germano-américaines, la décennie 1980 pouvant être qualifiée de difficile, entre coopération et discordes, alors même que Washington devait rester un pilier incontournable de la diplomatie de Bonn. En vis-à-vis des relations avec les États-Unis, sur le continent européen, les

difficiles rapports avec l'Est et la gestion de la question allemande sont étudiés par Stefan Kreuzberger qui montre dans quelle mesure l'Ostpolitik et la politique envers la RDA ont été des éléments moteur de la politique étrangère de Bonn. À sa suite, Stephan Martens se concentre sur le rapport spécifique avec Moscou, en se penchant en particulier sur les dernières années de la décennie et le processus d'unification de l'Allemagne. C'est ensuite la dimension intérieure des questions de sécurité que Philipp Gassert examine dans sa contribution consacrée au mouvement pacifiste ouest-allemand, où il corrige nombre d'idées reçues quant à la réalité de l'antiaméricanisme dans cette « bataille pour la paix ». L'autre axe majeur de la politique étrangère de Bonn concerne la politique de construction européenne et celle, intimement liée, de la coopération avec la France. Ulrich Lappenküper se concentre sur cette dernière dans les années 1980 qui sont marquées par une proximité remarquable entre Helmut Kohl et François Mitterrand : il montre les méandres, les succès mais aussi les limites d'un accord bilatéral dans cette « communauté de destin ». Hans Stark à son tour examine en détail l'engagement de la République fédérale pour sortir de l'euroscélérose par la relance institutionnelle de la Communauté européenne et il démontre comment la politique d'intégration européenne a été un élément essentiel de la stratégie d'ancrage à l'Ouest de la République fédérale. Enfin, le tour d'horizon de la politique étrangère ouest-allemande dans sa dimension de sécurité ne serait pas complet sans la contribution que Dominique Trimbur consacre à la région compliquée du Proche et du Moyen-Orient : il y examine en particulier les délicates « relations normales au caractère particulier » que sont les relations germano-israéliennes et qui illustrent la façon dont le passé est resté, à côté de la division de l'Allemagne et du contexte de guerre froide, un facteur majeur de la politique étrangère ouest-allemande dans les années 1980.

La question de la politique étrangère ouest-allemande a régulièrement été traitée dans la revue *Allemagne d'aujourd'hui*, à chaud avec ce que cela peut représenter de manque de distance mais aussi dans des dossiers qui bénéficient de davantage de recul dans le temps. Pour ce qui est des relations franco-allemandes pendant la période de référence, on notera le numéro spécial publié à l'occasion du « 20^e anniversaire du Traité franco-allemand (de l'Élysée) 1963-1983 », le No 84, publié avec le concours de l'OFAJ et daté avril-juin 1983 (240 p.), avec des témoignages d'André Gorz et de Jean-Charles Moreau.

Sur l'unification, la revue a publié de très nombreux articles mais aussi des numéros spéciaux : le premier est une tentative d'étude presque encore à chaud, il s'agit du No 114 (304 p.) daté octobre-décembre 1990, consacré aux « aspects extérieurs et intérieurs de l'unification » ; un autre, le No 146 (352 p.) d'octobre-décembre 1998 a été conçu, sous la direction de Jérôme Vaillant, pour traiter « l'unification de l'Allemagne : les années décisives 1989/90 » quand cette question était aux programmes du CAPES et de l'agrégation d'allemand 1999. L'avant-propos était d'Alfred Grosser.

– Hélène MIARD-DELACROIX –